

## Reportage

## L'alimentation dans les centres d'accueil : une grosse épine



Le centre Arc-en-ciel distribue même ses excédents aux mineurs de la prison centrale.



Au centre d'accueil pour enfants en difficulté d'Angondjé, la subvention de l'Etat baisse au fil des années en même temps qu'elle est désormais aléatoire.

L.R.A.

Libreville/Gabon

*Dans ces lieux où les enfants de la rue, ceux abandonnés ou orphelins, trouvent un foyer offrant le gîte et le couvert, comment les responsables parviennent-ils à nourrir les pensionnaires au-delà de l'apport des bonnes volontés qui, sporadiquement, octroient sacs de riz et autres boîtes de conserves ?*

AU centre d'accueil pour enfants en difficulté sociale d'Angondjé, un jeune pensionnaire vient d'arriver. Un bébé, Marc-Daniel, visiblement non désiré par sa mère génitrice, est en train d'être apprêté pour aller recevoir son premier vaccin. Mais aujourd'hui, malgré la beauté de ce petit bout de chou, c'est le ravitaillement en nourriture qui est le sujet. Aucun responsable n'accepte de répondre à nos questions.

C'est alors qu'une personne de bonne foi, au fait de cette actualité, se montre soudainement volontaire pour se prêter au jeu. Nous avons choisi d'appeler notre source Eva. Le centre d'accueil d'Angondjé est une structure appartenant à l'Etat. Ce qui suppose donc l'existence d'une ligne budgétaire, dit d'entrée Eva. En sus, il faut compter avec l'apport des aides des Organisations non gouvernementales (ONG) et autres mécènes. Mais la crise que vit l'ensemble du pays n'épargne pas ce service étatique. Les coupes budgétaires y sont donc aussi légion. D'ailleurs, apprend-on, depuis 10 ans, le budget de la structure a suivi une courbe descendante. Hélas, difficile de mettre la main sur les chiffres.

Difficile aussi, indique Eva, de savoir à quand remonte la dernière allocation de cette manne étatique. Les 80 pensionnaires d'Angondjé sont ainsi soumis

au système D. On l'aura compris. Ce n'est pas ici qu'on parlera d'alimentation équilibrée car, on fait avec ce qu'on a sous la main, et donc les moyens du bord, renseigne Eva.

Il fut une année où un jeune prestataire local, Jo2food, assurait l'alimentation du centre. Durant cette période, reconnaît Eva, Angondjé n'a jamais connu de problème de nourriture. Mais une ardoise, cumulée de plusieurs millions de francs, due par l'Etat, a eu raison de la bonne volonté de la PME.

À la direction générale des Affaires sociales, on confirme, en effet, qu'un prestataire était bien commis à l'alimentation d'Angondjé. « Mais la rupture du contrat n'a pas entraîné des pénuries, à ma connaissance », indique notre source, qui a requis l'ano-

nymat. **ÉTALER LES DÉFAILLANCES DE L'ETAT** • Mais pourquoi ne pas solliciter la solidarité des supermarchés et autres structures commerciales pour qu'ils apportent, ici, les produits qu'ils ne peuvent vendre ou ceux proches de la date de péremption qui ne pourront être commercialisés ? « Ce serait faire offense à l'Etat que d'étaler ainsi ses défaillances. Alors, on se contente d'attendre les âmes de bonne volonté et le jour où le budget daigne arriver », répond encore Eva.

S'il en est ainsi de la structure étatique, comment se débrouille-t-on ailleurs, notamment chez les privés qui ont décidé d'apporter du leur pour soulager les enfants abandonnés et vulnérables ?

Au centre Arc-en-ciel, pour la protection sociale des

droits des enfants en situation de vulnérabilité, victimes de violences et mineurs en conflit avec la loi, c'est l'inverse ! La chaîne est autrement huilée en ce qui concerne l'approvisionnement en nourriture. Ici, on compte plus sur la chaîne de solidarité des bonnes volontés. Mais bien plus encore sur celle des magasins de la place.

Les produits que les supermarchés ne peuvent vendre y sont aussi régulièrement offerts. Les boîtes abîmées lors du transport, les paquets déchirés : « C'est tout ce dont nous avons besoin pour nos pensionnaires (16 garçons contre 10 filles) », renseigne Sœur Rita et Sylvie Balle, responsables de la structure.

Une boulangerie leur donne aussi ses invendus de pains, gâteaux et autre

pizzas. Il arrive même à Arc-en-ciel que l'excédent soit affecté au volet nutrition des mineurs de la prison centrale de Libreville. Mais ici, l'on reste muet lorsqu'il s'agit d'évoquer la subvention étatique.

**MANQUE D'ENTRETIEN À SOS MWANA** • À SOS Mwana, c'est une autre paire de manches. Le centre ne brille pas par son grand entretien. Un manque dû, apprend-on, à l'absence d'eau au quartier Cosmopark où est domicilié le centre. Pour l'alimentation de la soixantaine de pensionnaires, objet de la visite des reporters de l'Union, c'est une autre équation.

On compte ici sur les périodes d'abondance pour faire des réserves en prévision des moments de vaches maigres. Mais, il n'y a pas de ravitaillements réguliers ici, renseigne un

membre de la structure, en l'absence du père Jean-Pierre Kape, son responsable.

En tout cas, indique notre informateur, le directeur n'aime pas la mendicité. « Il préfère travailler pour nourrir ses enfants. Mais c'est difficile, car beaucoup d'entreprises qui lui donnaient du travail ferment. Alors, on est contraint de se contenter des aides par à-coup des âmes charitables », poursuit-il.

À SOS Mwana, on bénéficie aussi des apports des grandes surfaces commerciales de manière épisodique.

La question est donc de savoir où est passé le devoir de solidarité des grandes enseignes ? N'ont-elles pas une rubrique sociale dans leurs lignes budgétaires ? Peut-être ont-elles choisi de donner un autre sens au mot solidarité.



Alors, on compte sur la générosité des âmes de bonne volonté pour nourrir les pensionnaires.